

L'Otan veut-elle la paix en Ukraine ?

Avec les sommets de l'OTAN, de l'Union européenne puis la tenue d'une réunion du G7 en présence de Joe Biden, les puissances occidentales tentent de faire la démonstration tout à la fois de leur unité et de leur force face à l'agression criminelle de l'Ukraine par Vladimir Poutine.

Les premières décisions prises témoignent néanmoins des contradictions auxquelles ces organisations sont confrontées depuis le déclenchement du conflit. Avec l'extension de l'OTAN à l'Est de l'Europe, ces puissances ont conscience d'être un paramètre au cœur du conflit, l'ayant constamment alimenté pour leur part par des livraisons d'armes, notamment.

L'Otan refuse, et c'est heureux, de s'engager directement sur le plan militaire afin d'éviter une confrontation directe avec la Russie qui pourrait conduire à la déflagration notamment nucléaire ; mais, dans le même temps, les fortes pressions exercées par l'Administration et le Congrès étatsuniens pour la livraison d'armements lourds par des pays membres de l'Otan et le déploiement de groupes tactiques et d'arsenaux dans les pays frontaliers de la Russie entretiennent un risque d'engrenage, en premier lieu au plan européen. Cette conception de l'« autonomie stratégique » européenne est porteuse de lourds dangers.

La diplomatie occidentale relaie cette contradiction dans la mesure où chacun sait que pour arrêter la guerre des compromis seront nécessaires dans lesquels aucun protagoniste ne devra être humilié et sans pour autant prendre acte d'une perte d'intégrité territoriale et de souveraineté de l'Ukraine.

Traversée ces dernières années par une forte crise d'orientation divisant ses membres, voici que l'Otan se trouve « ressuscitée », pleinement légitimée aux yeux de beaucoup, grâce à la guerre déclenchée par le président russe contre l'Ukraine. L'Otan doit à Vladimir Poutine de lui

avoir « rendu » une raison d'être en se posant en ennemi direct et principal. Il n'y a aucune issue viable à attendre de cet affrontement, la première et principale victime en sera le peuple ukrainien déjà profondément meurtri.

L'arrivée de près de 30 000 mercenaires des deux côtés de la ligne de front, la reconstitution du bataillon « Azov », côté ukrainien, ouvertement néonazi et l'implication du groupe « Wagner », côté russe, présagent d'insoutenables crimes de guerre alors que, déjà, des zones de peuplement sont visées par les bombardements.

Vouloir la paix aujourd'hui, c'est tout mettre en œuvre sur le plan politique pour imposer un cessez-le-feu et l'ouverture de pourparlers de paix. Vouloir consolider la paix c'est concevoir un cadre commun de sécurité collective incluant tous les pays européens y compris la Russie et l'Ukraine.

La guerre en Ukraine montre à elle seule que le surarmement, la détention d'armes nucléaires, les logiques de puissance et de domination n'empêchent pas les guerres mais les rendent possibles. Il faut rompre avec cette conception partagée de Washington à Moscou

Les coûts humains, économiques, politiques et environnementaux de cette guerre sont exorbitants. Il n'en sortira nul vainqueur.

Dans un monde de plus en plus interdépendant, la sécurité des uns dépend de la sécurité de tous.

La mobilisation des sociétés civiles, des peuples, des forces du travail et de la création d'Europe qui rejettent la guerre, le

poids des opinions publiques au plan international pour mettre immédiatement fin aux combats seront déterminants aux côtés des initiatives diplomatiques pour obtenir la paix dans le respect du droit international. Il est temps d'en finir avec les logiques politico-militaires qui déterminent aujourd'hui les relations internationales.

Le PCF, engagé depuis sa création dans cette perspective d'émancipation



humaine et de transformation sociale profonde, entend mettre toute son énergie à la construction d'un large et puissant mouvement pour la paix et la sécurité collective européenne et internationale.

Ouvrons enfin le chemin de la « grande paix humaine ». Le PCF appelle toutes les forces individuelles comme collectives disponibles et partageant cet objectif à se rassembler et agir ensemble ; il n'est pas trop tard :

Le PCF continuera de prendre toutes les initiatives possibles, au plan national, européen et international, pour un cessez-le-feu immédiat en Ukraine et l'ouverture de négociations sous égide de l'ONU, et de participer à toutes les mobilisations portant cet objectif et la solidarité avec les victimes de la guerre ;

Le PCF appelle à participer en nombre au contre-sommet de l'Otan, en juin à Madrid, initié par les gauches européennes, pour porter ensemble l'exigence d'un nouveau cadre commun, pan-européen, de coopération et de sécurité collective en Europe ;

Pour contribuer à plus longue échéance à la construction d'un large et puissant mouvement pour la paix, le PCF s'engage dès aujourd'hui dans la préparation d'une mobilisation de masse, le 21 septembre 2022, à l'occasion de la journée internationale de la paix, initiée par l'Onu. ✪

Lydia Samarbakhsh et Pascal Torre,
responsable et responsable-adjoint du secteur International